

Unité départementale du Val-d'Oise
5, rue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 16 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROLOGIS LXXXIII EURL

4 rue Jean Jaurès
95670 MARLY LA VILLE

Références : UD95 – 2022 – 199

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2022 dans l'établissement PROLOGIS LXXXIII EURL implanté 4 rue Jean Jaurès 95670 MARLY LA VILLE. L'inspection a été annoncée le 14/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLOGIS LXXXIII EURL
- 4 rue Jean Jaurès 95670 MARLY LA VILLE
- Code AIOT dans GUN : 0006518916
- Régime : Autorisation

La société Prologis exploite sur la commune de Marly un entrepôt multilocataires. Cet entrepôt est composé de 10 cellules :

- 5 cellules occupées par SMCP pour une activité de logistique de textile ;
- 3 cellules occupées par Exertis pour une activité de logistique de Hi-Fi ;
- une cellule occupée par Sympl pour une activité de logistique de textile ;
- une cellule occupée par LITT pour une activité de logistique de produits d'aménagement intérieur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Évolution du site depuis la dernière inspection
- État des matières stockées
- Conditions de stockage
- Entretien des moyens de défense contre l'incendie
- Suivi des équipements de protection contre la foudre
- Accessibilité du site aux services de secours
- Contrôle électrique
- Plan de défense contre l'incendie et POI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
État des stocks	Arrêté Ministériel du 15/04/2017, article 1.4	/	Lettre de suite préfectorale
Conditions de stockage (non dangereux)	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 9.1.4.1	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.2.6	/	Lettre de suite préfectorale
Vérification électrique	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.3.2	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Accessibilité aux secours	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.2.4.1	/	Lettre de suite préfectorale
PDI	Arrêté Préfectoral du 15/04/2017, article 23	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Modification du site	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.6.1	/	Sans objet
Conditions de stockage (produits dangereux)	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 9.1.4.2	/	Sans objet
Conditions de stockage (aérosols dangereux)	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 9.1.4.3	/	Sans objet
Entretien des moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.5.3	/	Sans objet
Vérification Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, des non-conformités ont été constatées. Ces non-conformités doivent faire l'objet de mesures correctives par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Modification du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification du site
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Par courrier du 20 mai 2021, la société Prologis a transmis un porter à connaissance relatif à la modification de l'entrepôt PROLOGIS LXXXIII situé sur la commune de Marly-La-Ville. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction par l'inspection des installations. Lors de l'inspection, il a été constaté deux modifications complémentaires réalisées par rapport au porter à connaissance du 20 mai 2021 : - création d'une mezzanine en cellule 5 pour le locataire SMCP - extension de la mezzanine en cellule 2 par le locataire SMCP L'instruction du porter à connaissance fait l'objet d'un rapport à part.
Observations : Il convient que l'exploitant porte à la connaissance de l'inspection ces nouvelles modifications. L'inspection rappelle que sur la cellule 2, avec l'extension de la mezzanine, sur une surface supérieure à 50 % de la surface de la cellule, une nouvelle étude d'ingénierie de la sécurité incendie doit être réalisée. Pour rappel, l'entrepôt est soumis aux dispositions suivantes (article 7 de l'annexe II modifié par l'annexe V pour une installation autorisée avant le 1er juillet 2017) : <i>"La surface d'une mezzanine occupe au maximum 50 % de la surface du niveau inférieur de la cellule. [...]"</i> <i>Pour les entrepôts textile, la surface peut être portée à 85 % sous réserve que l'exploitant démontre, par une étude, que cette mezzanine n'engendre pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elle ne gêne pas le désenfumage en cas d'incendie."</i>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : 1.4. Etat des matières stockées I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats : L'exploitant a indiqué que chaque locataire gère son état des stocks. Il a indiqué toutefois s'être assuré que les locataires disposent des moyens nécessaires pour mettre à disposition des services de secours les informations sur les stocks. Les locataires rencontrés lors de l'inspection ont indiqué qu'ils disposent de logiciel WMS (système de gestion d'entrepôt) :

- SMCP a présenté son tableau indiquant son état des stocks. Le jour de l'inspection, l'exploitant disposait d'environ 5800 m3 de produits combustibles (majoritairement du textile). SMCP dispose des données en dématérialisées.

- Exertis dispose d'un classeur avec son état des stocks (au 1er mars, le stock est de 545 683 m3 de matériel Hi-Fi) qu'il met à jour tous les trimestres ou en cas de grosse évolution des stocks. L'exploitant a indiqué que le stock entrant et le stock sortant sont équivalents permettant de rester sur le même ordre de grandeur de stock. Exertis a indiqué être en capacité de mettre à disposition un état des stocks à jour en situation accidentelle.

- Sympl a indiqué en inspection qu'il stocke environ 730 000 produits (textile). Le locataire a sorti l'information de son WMS en direct lors de l'inspection. Sympl dispose de la donnée en dématérialisée.

Les informations sont disponibles par cellules pour ces locataires.

Lors de la visite, l'inspection n'a pas pu rencontrer le locataire LITT, sa cellule étant fermée. L'exploitant avait alors indiqué à l'inspection que les données sur l'état des stocks de LITT seront transmises au plus tard le 9 mars 2022. Toutefois, suite à l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis les éléments sur l'état des stocks de LITT.

Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 avril 2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks pour la cellule LITT. L'exploitant devra transmettre l'état des stocks pour la cellule occupée par la société LITT conforme aux dispositions réglementaires.

Observations : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un dispositif permettant de rassembler les données des états des stocks des locataires, les locataires présentant un risque de ne pas être présents dans une situation accidentelle.

Pour le locataire Sympl, il faudra déterminer une masse moyenne des produits afin d'avoir une estimation des stocks en poids, la données du nombre de pièces n'étant pas suffisamment explicite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage (non dangereux)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 9.1.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Les produits relevant des rubriques 1510, 1530, 1532, 2662, 2663-1, 2663-2 sont stockés dans les conditions suivantes : Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante : 1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2°) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum; 3°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ; 4°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe. Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettier, les dispositions des 1°), 2°) et 3°) ne s'appliquent pas lorsqu'il y a présence de système d'extinction automatique. Dans ce cas, la hauteur de stockage est limitée à 11m (correspondant à 7 niveaux de racks). La disposition 4°) est applicable dans tous les cas. Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage. Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663 est interdit.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection s'est rendue dans les cellules de l'entrepôt (à l'exception de la cellule de LITT) et a constaté que les stockages étaient rangés en îlots (certains sur racks, d'autres en vrac). L'inspection a constaté toutefois la présence d'un stockage important de cartons vides contre le mur de la cellule 2 sur la mezzanine, contraire aux dispositions de l'article 9.1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2016 imposant une distance de 1 mètre entre les stockages en vrac et les murs. Non conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'article 9.1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2016, des cartons vides en vrac sont stockés contre un mur. L'exploitant devra transmettre une photo du stockage montrant que celui-ci est réalisé conformément aux dispositions réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage (produits dangereux)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 9.1.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Les produits relevant des rubriques 1450, 1630, 4330, 4331, 4510, 4511, 4741, 4755 sont stockés dans les conditions suivantes : La hauteur de stockage des substances et mélanges visés par les rubriques 4xxx de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. Cette disposition n'est pas applicable en présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés. Les récipients mobiles stockés en masse, y compris en palette, forment des îlots limités selon les dimensions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la surface au sol des îlots est au maximum égale à 500 mètres carrés ;- la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;- la distance entre deux îlots est au minimum égale à 2 mètres Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse, ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne sont pas stockées dans la même cellule.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'aucun locataire ne stocke de produits dangereux. Les cellules dédiées aux stockages de produits dangereux sont actuellement occupés par SMCP qui stocke du textile et Exertis qui stocke du matériel Hi-Fi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage (aérosols dangereux)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 9.1.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Les produits relevant des rubriques 4320 et 4321 sont stockés dans les conditions définies aux articles 8.3.1 et 8.3.3 du présent arrêté. Une aération mécanique est installée dans les locaux abritant ce type de stockage. La hauteur de stockage est limitée à 5 mètres.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'aucun locataire ne stocke de produits en aérosols.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. La fréquence de ces contrôles est à minima annuelle. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none">- le contrôle des poteaux incendie sur 2021 (les PV des premiers poteaux contrôlés (vu en inspection) indiqués que les poteaux délivrés le débit attendu)- le contrôle des RIA daté du 18 mai 2021 faisant état d'observations. L'exploitant a présenté le PV des travaux de réparation- le contrôle du sprinklage daté du 27 septembre 2021. Le contrôle fait état d'observation nouvelles. L'exploitant a indiqué que les travaux sont en cours. Pour les poteaux incendie, l'exploitant a indiqué faire un contrôle de débit avec un fonctionnement simultané des poteaux tous les 2 ans. Les extincteurs ont été contrôlés par sondage lors de la visite du site. Les contrôles datés de moins d'un an dans les cellules de Exertis, SMCP et Sympl.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entrepôt est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 (bouches, poteaux, ...), publics ou privés. L'accès extérieur à chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie et ceux-ci sont répartis judicieusement. Ce réseau d'eau, public ou privé, permet de fournir en toutes circonstances le débit de 360 m³/h et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement de 1080 m³ au minimum.- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel. <p>- d'un système d'extinction automatique d'incendie, conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Ce système est conforme à la norme NFPA ou équivalent. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. Cette installation est alimentée par une cuve d'au moins 475 m³ et le réseau d'eau potable.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au préfet une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification compétent. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur.</p> <p>L'exploitant justifie au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.</p> <p>Pour répondre aux besoins calculés, les appareils alimentés par le réseau d'eau public ou privé sont complétés par une réserve d'eau de 480 m³. Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar. Ces réserves ont une capacité unitaire minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes et leurs zones de manœuvre sont implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 3 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats : Sur ce point, l'inspection a vérifié le volume des cuves de réserve d'eau du site :</p> <ul style="list-style-type: none">- la cuve de la réserve de sprinklage est de 650 m³- la cuve de la réserve d'eau destinée à l'alimentation en eau des moyens de secours fait 363 m³. <p>Sur ce second point, l'exploitant a rappelé que la modification de la réserve d'eau incendie était présentée dans le porter à connaissance du 6 septembre 2018 qui a été accepté par courrier du 31 octobre 2019.</p> <p>Concernant le débit de 360 m³/h devant être atteint par les appareils d'incendie, l'exploitant a indiqué avoir réalisé une mesure multi-poteaux en 2020. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de contrôle. Suite à l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre ce rapport au plus tard le 9 mars 2022. L'exploitant n'a pas transmis ce rapport.</p> <p>Non-conformité n°3 : Contrairement aux dispositions de l'article 8.2.6 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2016, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer l'atteinte du débit de 360 m³/h par le réseau d'eau d'extinction. L'exploitant devra présenter un rapport de contrôle multi-poteaux montrant l'atteinte du débit de 360 m³/h pour les eaux d'extinction.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Vérification Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification complète des installations foudre qui ont été vérifiées le 9 décembre 2021. Le rapport fait apparaître 6 réserves. L'exploitant a indiqué avoir passé commande pour la levée des réserves. L'exploitant a présenté le devis édité et validé le 2 mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification électrique
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le contrôle du TGBT, installation commune sur le site. Ce contrôle est daté du 10 juillet 2021. Les parties privatives sont contrôlées les locataires : <ul style="list-style-type: none">- sur SMCP, l'exploitant a présenté une vérification initiale du 20 juillet 2020 faisant état de 53 observations. Une levée de réserve a été réalisée en partie le 9 mars 2021. SMCP a indiqué que des mesures correctives complémentaires ont été réalisées pour lever ces dernières réserves. SMCP a indiqué que des analyses de devis sont en cours pour une vérification complète de leurs locaux. Contrairement à l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2016, les cellules de SMCP n'ont pas été contrôlées complètement sur l'année 2021.- sur la cellule de LITT, l'exploitant a indiqué que le locataire occupe cette cellule depuis fin 2021, les contrôles électriques n'ont pas encore été réalisés.- sur la cellule de Sympl, l'exploitant a indiqué que le locataire occupe cette cellule depuis fin 2021, un contrôle de cette cellule a été réalisé pour le compte de EXERTIS, cette société ayant en 2021 occupé la cellule de Sympl.- sur les cellules de Exertis, le locataire a présenté le contrôle électrique réalisé en 2021 par le bureau d'études SOCOTEC (daté du 15/06/2021 et faisant état de 3 observations prises en charge selon le locataire). Le Q18 présent conclut sur l'absence de risque incendie.
Non-conformité n°4 : Contrairement aux dispositions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2016, les cellules occupées par SMCP n'ont pas fait l'objet d'un contrôle complet des installations électriques sur 2021. L'exploitant devra présenter le bon de commande pour la réalisation de ce contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Accessibilité aux secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité aux secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence de deux accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services publics d'incendie et de secours, sauf en cas d'impossibilité justifiée, en particulier sur la base des conditions de vent et de la potentielle exposition aux fumées d'incendie du personnel d'intervention et sous réserve de l'accord préalable des services publics d'incendie et de secours.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services publics d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'alarme du sprinklage est reportée à la société CI2T qui est en charge de contacter les locataires si l'alarme se déclenche en heure ouvrée (vu mail de CI2T).</p> <p>L'exploitant a indiqué que la société SECURITAS est en charge en période de fermeture d'assurer la levée de doute. L'exploitant a présenté les procédures présentes dans le plan de défense incendie sur l'alerte.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la personne en charge du levée de doute est en charge de l'ouverture des portails du site (portail à code). Elle ne dispose pas en revanche des moyens pour donner les accès à tous les lieux de l'entrepôt.</p> <p>Non-conformité n°5 : Contrairement aux dispositions de 8.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2016 (et point 3.5 de l'arrêté ministériel), l'exploitant n'a pas mis en place de système permettant aux moyens de secours de disposer d'un accès à tous les lieux de l'entrepôt dès leur arrivée. L'exploitant doit mettre en place ce dispositif.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : PDI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2017, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...] ----- Article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un plan de défense incendie (PDI) pour son site (prenant en compte SMCP et Exertis mais pas Sympl et Litt). L'exploitant a indiqué qu'aucun exercice n'a été réalisé. Un exercice était initialement prévu en janvier 2022 mais à du être repoussé pour cause de covid.
Non-conformité n°6 : Contrairement aux dispositions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 avril 2017, l'exploitant n'a pas fait réaliser d'exercice PDI dans les délais imposés. L'exploitant doit faire réaliser un exercice PDI.
Observations : L'exploitant doit mettre à jour son plan de défense incendie pour qu'il intègre Sympl et Litt.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale